



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis d'attribution de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-2171>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **26-2171**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : METROPOLE NICE COTE D'AZUR

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Concession de service public portant sur l'exploitation du port de Saint-Laurent-du-Var

Description : La consultation avait pour objet l'attribution par la Métropole de Nice Cote d'azur, d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public, portant sur le réaménagement et l'exploitation du port de Saint-Laurent-Du-Var. Le contrat a pour objet de confier au concessionnaire l'exploitation et la gestion de service public portuaire du port de Saint-Laurent-Du-Var, à ses risques et périls. Il comprend également la conception, la réalisation et le financement des travaux de réaménagement du port.

Identifiant de la procédure : 4f626eff-c265-47d5-aff6-17ffb00c23a3

Type de procédure : Restreinte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 63721000 Services d'exploitation de ports et de voies navigables et services connexes

Nomenclature supplémentaire (cpv): 45242210 Travaux de construction de ports de plaisance

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Saint Laurent du Var

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Informations complémentaires : Port de Saint Laurent du Var

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 150,000,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Concession de service public portant sur l'exploitation du port de Saint-Laurent-du-Var

Description : La consultation avait pour objet l'attribution par la Métropole de Nice Côte d'azur, d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public, portant sur le réaménagement et l'exploitation du port de Saint-Laurent-Du-Var. Le contrat a pour objet de confier au concessionnaire l'exploitation et la gestion de service public portuaire du port de Saint-Laurent-Du-Var, à ses risques et périls. Il comprend également la conception, la réalisation et le financement des travaux de réaménagement du port

Identifiant interne : LOT 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 63721000 Services d'exploitation de ports et de voies navigables et services connexes

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 45242210 Travaux de construction de ports de plaisance

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Saint Laurent du Var

Code postal : 06700

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 240 Mois

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 150,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Pertinence et qualité des installations et travaux projetés

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : La concession a été attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

Informations relatives aux délais de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R.551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-Garonne, req. No358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. 4) Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce (référé " secret des affaires " article R557-3 du Cja) La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Section 6 - Résultats

Valeur de tous les contrats attribués dans cet avis : 167,000,000 Euro

6.1 Résultat – Identifiants des lots : LOT-0001

Au moins un lauréat a été choisi.

6.1.2 Informations sur les lauréats

Lauréat :

Nom officiel : Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur

Offre :

Identifiant de l'offre : LOT 1

Identifiant du lot ou groupe de lots : LOT-0001

Valeur de l'offre : 167,000,000 Euro

L'offre a été classée : oui

Sous-traitance : Pas encore connu

Informations relatives au marché :

Identifiant du marché : LOT 1

Date de conclusion du marché : 14/11/2025

6.1.4 Informations statistiques

Offres ou demandes de participation reçues :

Type de soumissions reçues : Offres présentées par voie électronique

Nombre d'offres ou de demandes de participation reçues : 3

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : METROPOLE NICE COTE D'AZUR

Numéro d'enregistrement : 20003019500115

Adresse postale : 5 rue de l'Hôtel de ville

Ville : Nice

Code postal : 06364 Nice cedex 4

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : jerome.godard@nicecotedazur.org

Téléphone : 0497134466

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE

Numéro d'enregistrement : 17060005000026

Adresse postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039

Ville : Nice cedex 1

Code postal : 06050

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone : 0489978600

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur

Taille de l'opérateur économique : Grande

Numéro d'enregistrement : 18060001700016

Adresse postale : 20 boulevard Carabacel CS 11259

Ville : Nice

Code postal : 06000

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Rôles de cette organisation :

Soumissionnaire

Lauréat de ces lots : LOT-0001

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 7a4aa129-1a28-4116-85db-09916e7126f7 - 01

Type de formulaire : Résultats

Type d'avis : Avis d'attribution de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 08/01/2026 à 15:51

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 08/01/2026